

**CONTRAT-CADRE**

entre

**Chemins de fer fédéraux suisses CFF**

société anonyme de droit public ayant son siège à Berne

Infrastructure, Projets, Engineering  
Voie ferrée et géomatique, Projektfactory Voie ferrée, Direction  
des travaux spécialisés  
Bahnhofstrasse 12  
4600 Olten

(ci-après «CFF SA»)

et

**Partenaire contractuel**

-----

N° de TVA/EIN: -----

N° IDE: -----

et

**le consortium -----**

N° de TVA/EIN: -----

N° IDE: -----

Le consortium réunit les entreprises suivantes:

- a) Entreprise pilote: -----
- b) Entreprise partenaire: -----
- c) Entreprise partenaire: -----
- d) Entreprise partenaire: -----

(ci-après «l'entreprise»)

concernant

Direction locale des travaux et soutien à la direction générale  
des travaux pour «Construire avec des entreprises externes  
(Bm3)»

## Informations complémentaires

À indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance

Référence	cf. commande
N° de contrat	-----
N° de commande	cf. commande
N° de projet	cf. commande

Pour usage interne CFF:

Modèle de contrat:	contrat-cadre de prestations
Date Version Modèle:	15.03.2019
Nom du fichier:	A0_Projet de contrat.docx

## 1. Objet du contrat

Sur commande de CFF SA, l'entreprise fournit des prestations en matière de direction locale des travaux et de soutien à la direction générale des travaux dans les domaines de génie civil sur la voie, de voie ferrée et du courant de traction [en Suisse alémanique/en Suisse romande/au Tessin].

Les différents mandats sont sollicités sur appel au moyen d'une commande dans SAP.

L'entreprise ne peut prétendre à un certain volume de commande.

## 2. Éléments constitutifs du contrat et ordre de priorité

Le présent contrat se compose des éléments suivants:

- a) la commande concernée et le présent contrat-cadre accompagné des annexes visées au chiffre correspondant;
- b) les Conditions générales de CFF SA relatives aux prestations de planification, version de mars 2019 (CG-PPL);
- c) les résultats de la mise au net du Date, relatifs à l'offre et au descriptif des tâches;
- d) l'offre de l'entreprise et le descriptif des prestations du Date;
- e) le descriptif des tâches avec les dispositions propres à l'objet de CFF SA en date du 23 septembre 2019.

Si certains éléments constitutifs du contrat se contredisent, leur ordre de priorité est déterminé selon le classement précité. En cas de divergences entre les documents composant les différents éléments constitutifs du contrat, le document le plus récent fait foi. Les dérogations aux documents d'appel d'offres ne sont valables que dans la mesure où elles sont mentionnées dans les résultats de la mise au net.

Les conditions contractuelles juridiques et commerciales de l'entreprise (conditions générales, etc.) ne s'appliquent que si elles sont expressément mentionnées dans le présent contrat («Conventions particulières»). Les renvois aux conditions contractuelles de l'entreprise figurant dans son offre, dans les annexes à son offre ou dans une lettre de confirmation sont sans effet.

## 3. Rémunération

### 3.1. Montant d'adjudication

Le montant des commandes s'élève au maximum à CHF ----- (hors TVA).

À partir d'un montant de commande de CHF ----- (hors TVA), l'entreprise accorde un rabais de --%.

### **3.2. Type de rémunération**

Les prestations sont rémunérées en fonction du temps effectivement requis, avec plafonnement des coûts.

Le taux horaire s'élève à CHF ----- (hors TVA, frais accessoires usuels compris).

### **3.3. Rémunération des frais accessoires**

Les frais accessoires usuels, tels que les copies et les frais de déplacement en rapport direct avec la tâche confiée, doivent être inclus dans le calcul des honoraires; ils correspondent à --- % de ces derniers.

### **3.4. Renchérissment**

La règle appliquée au décompte du renchérissement est la suivante:  
SIA 126 Variations de prix; Procédure selon la méthode paramétrique pour les prestations de mandataires.

Le jour de référence est le 11 novembre 2019 (dernier jour pour la remise des offres).

## **4. Modalités de paiement**

### **4.1. Facturation**

Une facture est établie pour chaque commande.

Toutes les factures doivent être conformes aux dispositions du présent contrat et être documentées par des relevés de prestations vérifiables. La TVA doit être expressément indiquée. Les factures comportent obligatoirement les indications mentionnées à la page 2 du présent contrat («Informations complémentaires/À indiquer sur chaque facture et dans toute correspondance») ainsi que le numéro de TVA de l'entreprise. En outre, chaque facture doit indiquer les coordonnées de l'établissement bancaire permettant à CFF SA d'effectuer les paiements avec effet libératoire.

Les factures de l'entreprise doivent être exclusivement établies à l'adresse comptable ci-après.

Chemins de fer fédéraux suisses CFF  
Fournisseurs Unité centrale/Informatique/Voyageurs/Trafic régional/Grandes  
lignes/Infrastructure/Énergie/Immobilier/Cargo  
Poststrasse 6  
3000 Berne 65

Les factures qui ne satisfont pas aux critères précités sont renvoyées pour rectification. Le délai de paiement est différé en conséquence.

L'entreprise se déclare disposée, sur demande de CFF SA, à appliquer à l'avenir la procédure de commande et de facturation par voie électronique. Son introduction et son application technique seront définies en temps utile. Les factures électroniques doivent être signées numériquement par le système ERP de l'entreprise via un prestataire de services, puis envoyées conformément aux directives de CFF SA. CFF SA n'accepte pas de factures électroniques au format PDF.

#### **4.2. Délai de paiement**

La facturation est établie à titre mensuel, conformément à la fourniture effective de la prestation.

Le délai de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture à l'adresse indiquée (sous réserve de contestation de la part de CFF SA).

#### **4.3. Escompte**

Un escompte de ----% est déduit de chaque paiement effectué dans les délais. L'escompte s'applique à toutes les factures de l'entreprise, ainsi qu'aux éventuels avenants.

#### **5. Procédure de commande**

Pour chaque projet, CFF SA sollicite sur appel les prestations de conducteur des travaux au moyen de commandes individuelles. Elle se réserve le droit de demander plusieurs offres auprès des parties au contrat-cadre, qui sont mises en concurrence.

Le mandat concret, propre à l'objet, est attribué pour une ou plusieurs phases du projet. En cas d'interruption du projet, les prestations commandées sont caduques. Les prestations déjà fournies peuvent être facturées.

##### **Déroulement d'une commande**

1. Discussion du contenu, de l'ampleur et du calendrier du mandat; CFF SA transmet à l'entreprise une demande précisant les prestations demandées.
2. Offre spécifique au projet établie par l'entreprise, avec une estimation des dépenses ainsi qu'un échéancier.
3. Attribution du mandat par écrit par CFF SA, au moyen d'une commande SAP.
4. Lancement du mandat.

#### **6. Délais**

##### **6.1. Délai de remise de la facture finale de l'entreprise**

Au plus tard 60 jours après la réception de la facture finale, l'entreprise en remet une version vérifiée à CFF SA.

## **6.2. Délai de remise de la documentation finale**

L'entreprise remet la documentation finale complète d'ici un délai de 90 jours à compter de la réception de ses prestations.

## **7. Durée et résiliation du contrat**

### **7.1. Durée du contrat**

Le contrat est conclu pour une durée de trois ans à compter de sa signature. Il peut être résilié par écrit à tout moment par chacune des parties pour la fin d'un mois, moyennant un préavis de trois mois.

CFF SA a la possibilité de prolonger par écrit le contrat pour une durée de deux ans (option).

### **7.2. Conséquences de la résiliation du contrat**

En cas de résiliation du contrat-cadre, ce dernier continue à déployer ses effets sans modification pour les commandes déjà effectuées jusqu'à leur livraison.

## **8. Mesures de sécurité et de protection sur les chantiers**

### **8.1. Généralités**

L'entreprise et les tiers mandatés par celle-ci respectent les dispositions sur la protection du travail en vigueur (y c. les prescriptions de sécurité définies) et se conforment aux instructions de CFF SA. Lors de travaux sur et aux abords des voies ou des installations électriques, l'entreprise observe strictement toutes les règles de sécurité qui la concernent, ainsi que les instructions correspondantes des services spécialisés, qui lui sont communiquées par la direction de la sécurité. De même, elle oblige ses sous-traitants et fournisseurs à les respecter. En cas de non-respect de ces obligations, la clause «Dispositions relatives à la protection des travailleurs, conditions de travail et égalité de traitement» s'applique. L'entreprise s'engage à établir avant le début des travaux les concepts de sécurité qui s'imposent (p. ex. concept de sécurité et de protection de la santé pour les travaux souterrains).

### **8.2. Sécurité de l'exploitation et protection des trains**

Les travaux doivent être organisés et exécutés de manière à garantir la circulation des trains en toute sécurité et aux vitesses autorisées. L'entreprise doit notamment maintenir dégagé le profil d'espace libre et assurer la stabilité des voies attenantes en cas de travaux de fouilles. Le choix de méthodes, de processus et de machines de construction appropriés, conformément aux directives de CFF SA, spécifiques au projet, permet d'exclure toutes les circonstances compromettant la sécurité de l'exploitation. Les documents de préparation aux

travaux en découlant doivent être remis par écrit à la direction de projet de CFF SA au moins 30 jours avant le début des travaux. Des délais plus courts doivent obligatoirement faire l'objet d'un accord avec la direction de projet de CFF SA.

### **8.3. Protection du personnel**

Les différentes phases des travaux ne peuvent commencer que lorsque la direction de la sécurité a défini un dispositif de sécurité pour chacune d'elles et a instruit les responsables de la sécurité. En contresignant les dispositifs, l'entreprise et son chef de la sécurité déclarent avoir compris ces derniers ainsi que les instructions correspondantes et avoir reçu les consignes nécessaires.

## **9. Assurance responsabilité civile d'entreprise**

CFF SA a souscrit une assurance de chantiers couvrant la responsabilité civile de l'entreprise. Le montant de la couverture s'élève à CHF 150 millions par événement et par année, pour l'ensemble des dommages causés et frais de prévention de dommages, valable pour l'ensemble des projets CFF assurés. Il s'agit d'une assurance Ground up à laquelle l'assurance responsabilité civile propre de l'entreprise ne doit pas participer. L'entreprise participe au paiement de la prime d'assurance RC d'entreprise à hauteur de 11,87‰ du total de son décompte final (y c. régie et renchérissement). Elle prend également en charge la franchise s'élevant à CHF 5000.– par sinistre.

Après la conclusion du contrat, 50% de la participation à la prime seront facturés à l'entreprise. Les 50% restants ou la prime résiduelle adaptée (en fonction du décompte du montant du contrat) seront facturés à réception de la facture finale.

CFF SA recommande à l'entreprise de contacter son propre assureur RC avant de souscrire à une assurance de chantiers afin d'adapter la couverture d'assurance.

La notice sur l'assurance responsabilité civile professionnelle ou d'entreprise pour entrepreneurs et planificateurs fournie en annexe présente un aperçu de la couverture.

La facture relative à la participation à la prime de l'assurance de chantiers est envoyée à l'adresse suivante:

-----

## **10. Conventions particulières**

### **10.1. Personnes de contact**

Personnes de contact compétentes pour toute question relative au présent contrat:

Pour CFF SA:	Nom:	Thomas Jenzer
	Tél.:	+41 79 150 21 99
	E-mail:	thomas.jenzer@sbb.ch

Pour l'entreprise:                      Nom:        -----  
   Tél.:        -----  
   E-mail:     -----

Si une personne de contact ou ses coordonnées changent, l'autre partie doit en être informée immédiatement par écrit.

## **10.2. Droits de propriété intellectuelle et prétentions liées à la concurrence déloyale**

L'entreprise s'engage, lors de la remise des résultats de ses travaux ou de ses ouvrages, à disposer de l'ensemble des droits de la propriété intellectuelle relatifs aux ouvrages contractuellement dus. Elle garantit qu'aucun droit de tiers (notamment les droits de propriété intellectuelle et les prétentions liées à la concurrence déloyale) n'est lésé. Si une action est intentée contre CFF SA par des tiers après la réception de l'ouvrage (notamment en raison de l'atteinte aux droits de propriété intellectuelle et/ou de prétentions liées à la concurrence déloyale), l'entreprise s'engage à exonérer CFF SA des frais y afférents et à la dédommager intégralement. CFF SA

CFF SA est en droit d'utiliser, de développer, de modifier et de reproduire les résultats des travaux de l'entreprise.

Si le mandat porte uniquement sur l'étude de projet, CFF SA est autorisée à développer, à modifier ou à utiliser les résultats des travaux elle-même ou en faisant appel à des tiers. Aucune indemnisation supplémentaire n'est prévue à ce titre. CFF SA conserve les mêmes droits en cas de résiliation anticipée du présent contrat.

## **10.3. Documentation des résultats des travaux**

À chaque étape de l'exécution du contrat, CFF SA est autorisée à demander la remise d'une documentation complète sur les résultats des travaux (notamment les bases d'élaboration et de calcul) en 3 exemplaires. Les documents doivent être disponibles en allemand et être remis sur papier, ainsi que sur un support de données dans un format original modifiable par CFF SA (fichiers MS Office, \*.dgn, \*.dwg, \*.dxf, etc.) et au format \*.pdf.

Les directives pour la CAO doivent être respectées.

## **10.4. Interdiction de débauchage**

Pendant toute la durée du contrat ainsi que pendant une période d'un an au terme de ce dernier, le débauchage de collaborateurs de CFF SA en charge de la fourniture des prestations prévues au présent contrat requiert l'accord préalable écrit de CFF SA.

## **10.5. Commandes passées par l'entreprise**

Dans le cadre des contrats qu'elle exécute, l'entreprise est autorisée à attribuer ponctuellement des prestations et des livraisons uniques et indépendantes les unes des



autres, jusqu'à un montant de CHF 5000.– (hors TVA). CFF SA doit être informée immédiatement de telles commandes.

## **10.6. Politique de confidentialité**

Les parties s'engagent à respecter les dispositions de la législation suisse sur la protection des données.

Les données personnelles ne peuvent être traitées qu'aux fins du contrat et dans la mesure nécessaire à l'exécution et la réalisation de ce dernier.

CFF SA reste propriétaire exclusif des données personnelles qu'elle fournit ou des données qui ont été fournies sur mandat de CFF SA dans le cadre du présent contrat.

La société ne peut communiquer les données personnelles de CFF SA à des tiers sans l'autorisation écrite de CFF SA.

La Société s'engage à prendre et à mettre en œuvre en permanence toutes les mesures et précautions techniques et organisationnelles économiquement raisonnables et appropriées (en particulier à l'égard de ses employés) afin de sécuriser les données (personnelles) et de les protéger contre tout traitement non autorisé ou illicite et toute perte, destruction ou dommage accidentel.

A la demande de CFF SA, en particulier lorsque des données personnelles sont transférées hors de Suisse ou si le Règlement général européen sur la protection des données (RGPD) est applicable, le traitement des données personnelles par la société s'effectue sur la base d'un accord supplémentaire de protection des données.

## **11. Forme écrite**

Pour être valables, la conclusion du contrat et de ses éléments constitutifs, ainsi que les modifications et les compléments apportés à ceux-ci, requièrent la forme écrite et la signature des deux parties.

## **12. Droit applicable**

Le présent contrat est exclusivement régi par le droit suisse. L'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (conclue à Vienne le 11 avril 1980, CVIM) est expressément exclue.

## **13. For**

En cas de litiges issus du présent contrat ou en relation avec ce dernier, les tribunaux de Berne sont seuls compétents.

## 14. Annexes

Les annexes ci-après font partie intégrante du présent contrat.

- 1) Déclaration volontaire relative à la protection des travailleurs

## 15. Exemplaires

Le présent contrat est établi en deux exemplaires identiques. L'entreprise et CFF SA en ont chacune reçu un exemplaire dûment signé, y compris les annexes.

Par ailleurs, l'entreprise confirme avoir reçu et lu les conditions générales déterminantes.

## 16. Signatures

Pour CFF SA

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

Pour l'entreprise

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

## 17. Signatures des partenaires du consortium

En signant le présent contrat, les entreprises ci-après confirment

- être représentées par l'entreprise désignée pilote et responsable à l'égard de CFF SA pour les questions relatives au présent contrat, jusqu'à révocation écrite;
- répondre solidairement de l'exécution du contrat.

Entreprise partenaire b)

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

Entreprise partenaire c)

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

Entreprise partenaire d)

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Lieu, date

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction

\_\_\_\_\_  
Prénom, nom  
Fonction